

Cent soixante-quatorzième session du Conseil de la FAO

Point 7 de l'ordre du jour: Informations actualisées sur l'Initiative Main dans la main

Le Directeur général de la FAO a présenté officiellement l'Initiative Main dans la main en septembre 2019, en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies, et a invité les membres de l'Organisation qui remplissaient les critères définis à y participer. Ces membres sont en premier lieu des pays en développement sans littoral (PDSL), des petits États insulaires en développement (PEID), des pays parmi les moins avancés (PMA), ainsi que des pays en situation de crise alimentaire (selon la définition qui en est donnée par le Réseau mondial contre les crises alimentaires) ou dont une bonne partie de la population est pauvre.

À ce jour, l'Initiative compte 66 pays qui ont exprimé leur souhait de participer.

L'Initiative, qui propose un appui technique et une assistance aux politiques, facilite aussi l'échange et l'analyse des données et des informations au moyen de sa plateforme géospatiale novatrice. Dans le cadre de l'Initiative, les équipes techniques spéciales de la FAO prêtent main-forte aux interlocuteurs nationaux pour appliquer de nouvelles méthodes d'analyse qui aident à repérer, dans les pays participants, les territoires et les populations auxquels des programmes et des investissements stratégiques pourraient ouvrir de nouvelles possibilités de croissance durable et qui profite à tous, axées sur les marchés et permettant effectivement d'éradiquer la pauvreté et la faim et de réduire les inégalités.

La FAO vient d'être désignée par la Vice-Secrétaire générale de l'Organisation des Nations Unies organisme chef de file pour l'initiative à fort impact consacrée à la transformation des systèmes alimentaires, et a fait de l'Initiative l'un des moyens de mise en œuvre de ce programme ambitieux qui vise à encourager davantage des investissements ciblés et adaptables à différentes échelles dans les systèmes agroalimentaires.

Cette année a été posé un jalon majeur pour cette initiative: le deuxième Forum de l'investissement Main dans la main, qui s'est tenu du 17 au 20 octobre 2023 au siège de la FAO, durant le Forum mondial de l'alimentation.

Cette édition a suscité davantage d'intérêt que celle de 2022 chez un certain nombre d'investisseurs et d'entités du secteur privé, en particulier des institutions financières internationales, des banques régionales, des fonds d'investissement, des fonds à impact et le secteur privé. Trente et un pays et deux initiatives régionales (concernant le Sahel et le couloir de la sécheresse d'Amérique centrale) y ont participé et présenté leurs plans d'investissement. Une manifestation spéciale sur Haïti a également eu lieu. Plus de 400 séances d'appariement ont été organisées, au cours desquelles les pays ont fait valoir leurs besoins d'investissement pour un total de 16,5 milliards d'USD, qui profiteraient à 149 millions de personnes.

Pour ce qui est du contenu des plans d'investissement nationaux, selon les observations formulées par les partenaires qui ont pris part à l'édition 2022 du Forum, tous les pays participants ont également été encouragés à utiliser l'outil d'analyse ex ante bilan carbone de la FAO (EX-ACT) pour établir leurs notes d'investissement. EX-ACT permet à ses utilisateurs d'estimer et de surveiller de façon méthodique les effets produits par les interventions dans le domaine agricole sur les niveaux d'émission de gaz à effet de serre (GES).

L'amélioration du tableau de bord de programmation de l'Initiative Main dans la main s'est aussi poursuivie, les données des pays membres de l'Initiative ayant été rendues accessibles et reliées directement au suivi continu des progrès accomplis en matière de mobilisation des investissements sélectionnés, tels qu'ils sont communiqués par les pays. Des efforts ont été réalisés pour automatiser partiellement la collecte des données au niveau mondial à l'aide de feuilles de données Google, méthode qui s'est révélée efficace.

Le tableau de bord fournit régulièrement des rapports en temps réel sur les progrès accomplis au regard des activités et des processus des programmes. Désormais, il présente également les principaux résultats de suivi, comme le cas de l'Équateur, dont les pouvoirs publics ont prévu d'investir 244 millions d'USD; les 543 millions d'USD investis au Bangladesh par la Banque mondiale et le Fonds international de développement agricole (FIDA); les 209 millions d'USD au Pérou; les 74 millions d'USD au Guatemala; les 28 millions d'USD investis dans des chaînes de valeur jugées prioritaires par le gouvernement au Nicaragua; les 20 millions d'USD consacrés à des chaînes de valeur agroalimentaires au Zimbabwe; les 55 millions d'USD en République démocratique populaire lao, issus à la fois du secteur privé et de banques régionales de développement; les 3 millions d'USD aux Îles Salomon, financés par le Fonds pour l'environnement mondial et le FIDA; ou encore les 13 millions d'USD à l'appui de l'initiative concernant le couloir de la sécheresse, apportés par l'Agence des États-Unis pour le développement international afin de cartographier les sols.

M. Máximo Torero Cullen, Économiste en chef